

UNE LETTRE... UNE RÉPONSE...

F.O. Hebdo a reçu la lettre suivante qui pose un certain nombre de problèmes auxquels notre camarade Alexandre Hébert, directement mis en cause par M. Fraisse, a répondu dans l'article que nous publions après.

ASSOCIATION DES AMIS D'EMMANUEL MOUNIER

Chatenay-Malabry, le 17 février 1975.

Monsieur le Directeur,

Je viens d'avoir connaissance de l'article d'Alexandre Hébert paru dans le numéro F.O. Hebdo, le 15 janvier 1975.

Il ne m'appartient pas de m'immiscer dans les querelles locales ou nationales entre F.O. et la C.F.D.T.

Je regrette seulement qu'à cette occasion votre collaborateur ait attaqué Emmanuel Mounier. «Chrétien de gauche» était-il, si vous voulez, quoique son action pour une révolution personnaliste et communautaire se soit placée en deçà des options religieuses et pas aussi loin de Proudhon que vous n'avez l'air de le dire. Mais je tiens à relever la calomnie qui prétend que Mounier s'est rallié «joyeusement» à Pétain et à sa révolution nationale. Il est curieux que vous repreniez une accusation forgée par Garaudy quand celui-ci était dans sa phase stalinienne.

Je me permets de vous renvoyer au livre «Emmanuel Mounier et sa génération» (Éditions du Seuil, 1956) qui comprend tous les textes de cette époque. Je rappellerai simplement que Mounier a été arrêté, emprisonné par le régime de Vichy dès janvier 1942 et qu'il n'a obtenu de passer en jugement qu'après une grève de la faim, qui a compromis sa santé.

Je pense que vous aurez le souci d'apporter ces précisions à vos lecteurs, et je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations les meilleures.

P. FRAISSE, Président de l'Association des Amis d'Emmanuel Mounier.

EMMANUEL MOUNIER: VRAI SOCIALISTE OU BON CATHOLIQUE ?

«Personne ne peut être en même temps bon catholique et VRAI SOCIALISTE».

Encyclique Quadragesimo Anno (15 mai 1931)

«Du point de vue métaphysique, qu'il soit entendu que notre limite est au bord de l'athéisme. C'est là, réellement, la frontière au-delà de laquelle aucune collaboration n'est possible (il est bien entendu que le problème des frontières se posera toujours sur des manuscrits, non sur des hommes...). Du point de vue confessionnel, nous nous considérons comme chrétiens en grande majorité (...). Il est bien entendu que moi, directeur, je refuserai non seulement une attaque contre l'Église (...) mais même une solution temporelle qui serait en opposition ouverte à une encyclique».

Emmanuel Mounier - 10 novembre 1932.

Ainsi, M. Fraisse m'accuse d'user de «*calomnie*» avec Emmanuel Mounier et de «*reprandre une accusation forgée par Garaudy quand celui-ci était dans sa phase stalinienne*».

Sur ce dernier point, je rassure M. Fraisse, je n'ai jamais puisé mon inspiration chez Garaudy, ni chez celui de la «*phase stalinienne*», ni chez celui de la phase «*mystico-chrétienne*» dans laquelle il semble avoir fini par sombrer.

Je voudrais également préciser à M. Fraisse que je ne prétends pas être un historien et encore moins un exégète de Mounier, mais qu'en tant que militant ouvrier, je suis tout naturellement amené à porter jugement sur l'action politique de Mounier et de ses amis.

M. Fraisse commence par déclarer «*qu'il ne lui appartient pas de s'immiscer dans les querelles locales ou nationales entre F.O. et la C.F.D.T.*».

Qu'il me permette de lui faire observer qu'il est pourtant, en sa qualité de *Président de l'Association des Amis d'Emmanuel Mounier*, directement impliqué dans «*ces querelles*» dans la mesure où les fanatiques haineux de la C.F.D.T. que nous rencontrons quotidiennement et qui, eux, colportent les pires calomnies sur notre organisation et ses militants ont, pour la plupart été nourris directement ou indirectement de la pensée d'Emmanuel Mounier.

D'ailleurs, les plus «*honnêtes*» d'entre eux ne prennent pas la peine de dissimuler. Le «*Nouvel Observateur*» du 10 mars 1975 nous retrace l'itinéraire de M. Jacques Delors: M.R.P. à la libération, membre avec Descamps, Detraz et Vignaud du *Groupe reconstruction* qui «*fut à la base de l'évolution de la C.F.D.T.*», éminence grise du gaulliste Chaban-Delmas, M. Jacques Delors «*raconte sobrement avec pudeur*» ... «*le long voyage*» qui l'a conduit à adhérer, l'an dernier, au parti socialiste.

Il est vrai que M. Jacques Delors qui s'est, paraît-il, «*toujours considéré comme socialiste*» se vante d'avoir créé en 1960 «*les Clubs Citoyens 60*», d'inspiration socialiste et PERSONNALISTE.

Alors, M. Jacques Delors, vrai socialiste ou bon catholique? Par ailleurs et si je comprends bien, M. Fraisse semble placer l'action d'Emmanuel Mounier pour une révolution personaliste et communautaire «*au-deçà de ses options religieuses*».

Voilà qui est pour le moins curieux et je le renvoie au texte (1) extrait des cahiers d'Emmanuel Mounier et cité par son ami Jean-Marie Domenach.

Emmanuel Mounier fixe lui-même et très clairement les limites de son action: «*Refus de toute solution temporelle qui serait en opposition ouverte à une encyclique*».

Mais venons-en au Mounier de Vichy.

Voilà comment l'historien Paxton (2) a caractérisé l'action des catholiques toutes tendances réunies à Vichy en 1940:

«*Les catholiques traditionnels et le petit groupe de chrétiens de gauche, qui s'étaient violemment combattus avant la guerre, s'accordent à vitupérer la III^{ème} République laïque et à se réjouir des possibilités de changement. La plupart des catholiques espèrent ardemment que le gouvernement va souscrire aux valeurs religieuses et réparer les vieilles injustices encore cuisantes: laïcisation de renseignement public des années 1880, querelle des inventaires consécutive à la séparation des Églises et de l'État en 1905, lois discriminatoires contre les ordres religieux. La nouvelle gauche catholique, qui scandalise les traditionalistes en dénonçant le capitalisme du laissez-faire, est encore plus hostile qu'eux à une république séculière. Mgr Delay parle donc au nom de la grande majorité des fidèles lorsqu'il dit à la fin de 1940 à Pétain au cours d'une tournée triomphale: «Dieu, par votre intercession, monsieur le Maréchal, travaille à sauver la France».*

(1) *Emmanuel Mounier*, par Jean-Marie Domenach, Éd. du Seuil.

(2) *La France de Vichy*, par Robert O. Paxton, Éd. du Seuil.

Et Jean-Marie Domenach lui-même ne peut éviter de noter dans l'ouvrage qu'il a consacré à Emmanuel Mounier que: «A faire paraître *«Esprit»* (sous le régime de Vichy), il y avait évidemment un risque de *«récupération»*. *Esprit* n'avait-il pas annoncé la débâcle des démocraties bourgeoises. Ne parlait-on pas à Vichy d'un ordre nouveau fondé sur la personne humaine et la communauté? N'y trouvait-on pas des anciens de 1930, férus de planification et d'organicisme? Assurément *«l'esprit des années trente»* a des points de contact avec le vichysme (comme d'ailleurs avec la doctrine qu'élabore la Résistance). En un sens, Mounier n'est pas fâché de voir à terre le libéralisme bourgeois. La place est nette; au-delà du désastre, il espère l'avènement d'un monde nouveau».

Et Domenach note quelques lignes plus loin *«cette période ambiguë ne durera pas - «Esprit» fut interdit en août 1941»*.

On peut donc d'ores et déjà remarquer que de juin 1940 à août 1941, il s'est écoulé 14 mois et 14 mois qui pèsent lourd dans l'histoire de France.

Mais Paxton note également: *«À un niveau plus élevé, Vichy crée des «Écoles de Cadres», dont la plus célèbre est celle d'Uriage, près de Grenoble, dirigée par le commandant Pierre Dunoyer de Segonzac. L'élite des jeunes fonctionnaires et intellectuels s'imprègne, autour de feux de camp et dans une atmosphère exaltée, du personnalisme d'Emmanuel Mounier, qui veut rendre à l'homme la valeur que lui a fait perdre la révolution industrielle. On les y prépare à diriger les mouvements de Jeunesse de Vichy, non par un savoir livresque, mais par une «expérience vécue»*.

L'École d'Uriage était en quelque sorte une espèce d'école nationale d'administration avant la lettre. Comme l'E.N.A., elle formait les cadres les plus réactionnaires de la bourgeoisie et Paxton a bien raison de noter que si: *«l'École d'Uriage passe à la Résistance active quand toute la France est occupée, en novembre 1942, elle n'en est pas moins rattachée, à sa manière, à la révolution nationale»*.

Bien entendu, je ne prétends pas que Mounier se soit identifié aux différentes factions de Vichy. Il n'avait certainement rien de commun avec Jacques Doriot, voire même avec Marcel Déat, il représentait une des branches de la famille vichyste.

Mais il est exact que sa démarche fut toujours ambiguë et pas seulement à Vichy.

Jean-Marie Domenach note que: *«la réaction de Mounier au 6 février 1934 porte encore la marque de ce purisme qu'il se reprochera plus tard. Il refuse de s'intégrer aux camps révolutionnaires politiques...»*.

Autrement dit, il refuse de participer à la manifestation anti-fasciste organisée par la C.G.T. le 12 février 34 et à laquelle la C.G.T.U. s'était ralliée, et non sans une certaine naïveté, Domenach poursuit quelques lignes plus loin: *«Pourtant Mounier donne bientôt aux groupes «Esprit» la consigne de participer aux «Comités de Vigilance antifascistes» et, lorsque le «Front Populaire» l'emporte, il proclame sa solidarité avec les opprimés...»*.

Quel que soit le jugement politique que l'on puisse porter sur l'expérience du *Front Populaire* qui préfigurait en quelque sorte l'*Union de la gauche*, on ne peut que constater (c'est le moins que l'on puisse dire!) l'opportuniste de Mounier.

Participer aux *Comités de vigilance antifascistes*, quand le *Front Populaire* l'emporte pour, quelques années plus tard, le *Front Populaire* vaincu, animer l'école des cadres d'Uriage créée par Vichy, telle objectivement, est la démarche politique de Mounier, telle est la vérité historique... Sans calomnie aucune.

Alexandre HÉBERT.
